

« Une certaine conception de la politique de l'Europe – ce n'est pas la mienne – voudrait que l'on baisse le budget de l'Europe pour les sept prochaines années »

LE PRÉSIDENT FRANÇAIS FRANÇOIS HOLLANDE, CITÉ PAR L'AFP.



Jean Quatremer
Correspondant de « Libé »

Quel spectacle : l'UMP cette fois, le PS en 2008 : on sent que la démocratie est bien ancrée en France.



c'est vous qui le dites

Le mauvais exemple belge Comment font les autres pays qui se trouvent dans la même situation que la nôtre ? (...) On peut s'étonner des procédures mises en œuvre. Voilà un gouvernement qui dispose d'une administration du budget et d'inspecteurs des finances, de responsables administratifs des départements ministériels (SPF) de haut niveau (c'est pour cela qu'ils ont été recrutés...), de cabinets étendus, soi-disant parce que les matières sont très techniques et que l'administration doit être dédoublée par des fidèles. Tout cela pour recommencer des discussions infinies sur des problèmes clairement identifiés depuis longtemps. (...) Quel exemple donnons-nous encore ! **E. DARVILLE** SUR LESOIR.BE



d'autres opinions sur www.lesoir.be/polemiques/

la rencontre

« Une collaboration UCL-KUL ne peut être que bénéfique »

Philippe Van Parijs et Rik Torfs sont formels : les relations entre leurs universités sont plus fécondes aujourd'hui qu'à l'époque où elles cohabitaient à Louvain-Leuven.

ENTRETIEN

L'UCL a fêté hier, à Louvain-la-Neuve, le 40^e anniversaire de sa première rentrée académique en Brabant wallon. Une journée plus volontiers tournée vers le futur que vers le passé. Au cours d'un débat modéré par Béatrice Delvaux, éditorialiste en chef au *Soir*, Bruno Delvaux et Mark Waer, recteurs de l'UCL et de la KU Leuven, ont ainsi réfléchi à l'avenir de leurs universités dans une perspective européenne et internationale. Plus tôt dans l'après-midi, le Pr Rik Torfs (KU Leuven) était l'invité du cours d'éthique économique, sociale et politique de Philippe Van Parijs (UCL). Nous avons réuni les deux hommes pour évoquer ces collaborations.

Quelles relations l'UCL et la KU Leuven entretiennent-elles depuis le fameux « Walenbuiten » ?



« On nous confond toujours à l'étranger, et cela continuera » PHILIPPE VAN PARIJS

Philippe Van Parijs (Ph. V.P.) De 1971 à 1973, j'ai été étudiant à Leuven, à l'UCL, à l'Institut de philosophie, et ce qui me frappe quand j'y repense, c'est que je n'ai jamais suivi le moindre cours de la section néerlandophone – en dépit du fait que mon néerlandais était correct et que je n'avais certainement pas a priori contre les néerlandophones. Et je n'ai le souvenir que d'une seule conversation avec un étudiant néerlandophone... C'est d'autant plus

étonnant qu'aujourd'hui, il y a des relations non seulement cordiales mais très fécondes entre les deux universités. Je ne citerais comme exemple que le séminaire commun que je donne avec Toon Vandeveld et Frank Vandembroucke de la KU Leuven, qui s'appelle *Lovanium Seminar in Ethics and Public Policy*, qui se déroule alternativement à Leuven et à LLN et qui réunit un public extrêmement international. **Rik Torfs (R. T.)** J'ai encore connu la Faculté de droit qui se trouvait à Leuven. Il y avait deux étages pour les professeurs néerlandophones et deux étages pour les professeurs francophones et le seul point en commun, c'était l'ascenseur... Aujourd'hui, j'ai de très bons contacts avec mon collègue direct à Louvain-la-Neuve. Je constate par ailleurs que la langue véhiculaire est devenue l'anglais, ce qui a adouci les problèmes du passé – enfin, pour ceux

qui ont encore ce genre de problème : personnellement je n'ai jamais connu la misère et la douleur que d'aucuns évoquent... **Ces bonnes relations dépendent-elles d'« atomes crochus » entre personnes ou des synergies ont-elles été institutionnalisées ?** **Ph. V.P.** Il y a une innovation, dont je profite, qui a été la création d'un statut de *Bijzonder gast-hoogleraar* (Professeur invité particulier). Ce qu'il y a de « particulier », c'est que c'est non payé.



© RENÉ BREYER

Philippe Van Parijs

Professeur aux Universités de Louvain (Chaire Hoover d'éthique économique et sociale).

Rik Torfs

Professeur de droit canonique à la KU Leuven ; sénateur CD&V.

C'est en quelque sorte un échange de professeurs, qui fait que je donne un séminaire qui est officiellement un séminaire de la KU Leuven, qui compte dans mon temps plein de l'UCL. Je trouve que c'est une manière simple et intelligente de mettre en commun des compétences et en faire profiter nos étudiants. Au-delà de ce type d'enseignement, c'est surtout une question d'initiatives personnelles.

R. T. Les autorités universités peuvent faciliter les choses mais pas les forcer. Heureusement ! Il y a

peuvent que faire autrement, parce que le monde de la pensée n'est pas limité aux structures implémentées pour des raisons politiques ou autres. Par ailleurs, l'excellence ne sera jamais créée par les autorités politiques : ça, c'est une illusion !

Ph. V.P. Il y a une différence entre collaboration et fusion – les fusions d'universités ne sont d'ailleurs pas nécessairement une bonne chose et l'horreur des horreurs serait d'avoir une université unique pour toute la Communauté, avec différents campus. Nous con-



« L'excellence ne sera jamais créée par les autorités politiques » RIK TORFS

des faits qui recommandent une coopération : les universités sont situées dans la même région, avec un passé commun qui joue encore pour le monde international – où on ne comprend pas que nous sommes séparés. Si l'on veut exister sur le plan international, il faut oser franchir les frontières – et d'abord la frontière linguistique. Par ailleurs, on ne peut pas rompre les liens avec le monde francophone, singulièrement dans les sciences humaines, où la connaissance de la langue française demeure importante, surtout si l'on veut s'exprimer avec précision.

Le sens de l'histoire belge ne va pas vers les collaborations transcommunautaires...

R. T. Le repli sur soi est devenu courant un peu partout, pas uniquement en Belgique. D'une certaine manière, les universités ne

cernant, on n'en reviendra jamais à une université unitaire mais, comme Rik l'a dit, le fait est qu'on nous confond toujours à l'étranger, et cela continuera. Donc, tout ce qui est bon pour la KU Leuven est bon pour nous et inversement, car en gros, nous ne sommes pas en compétition pour notre public étudiant national...

C'est plus facile de travailler avec la KUL qu'avec l'ULB ?

Ph. V.P. On ne peut pas généraliser. J'ai d'excellents amis à l'ULB, avec qui je collabore régulièrement, et j'ai d'excellents amis à la KU Leuven. Simplement, le contexte institutionnel est tel qu'une collaboration avec la KU Leuven est quelque chose qui ne peut que nous être bénéfique, alors que renforcer l'ULB dans certains domaines... ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

et l'Etat d'Israël ».

Certains évoquent l'opportunité d'organiser, à Bruxelles, une manifestation de soutien à Israël. Cet avocat de confession juive s'en émeut : « Je ne pense pas qu'une manifestation, petite ou grande, soit utile ou nécessaire. Pourquoi allons-nous manifester ? Pour influencer la population ? Provoquer des incidents ? »

Pour

Le président du CCOJB, Maurice Sosnowski, ne regrette pas, lui, l'initiative du communiqué de soutien aux frappes militaires, « même s'il a parfois été mal compris... En soutenant la situation de légitime défense de l'Etat d'Israël, nous avons voulu prévenir les insultes et les assauts qu'endure systématiquement,

dans la foulée, la communauté juive de Belgique. Chaque regain de tension au Proche-Orient se répercute, chez nous, par un essor des actes antisémites. Voyez Anvers, qui a été le cadre d'une manifestation pro-Hamas, ce week-end ! »

S'il soutient « le droit d'Israël à se défendre contre les tirs de roquette », Maurice Sosnowski estime aussi qu'« idéalement, il faudrait pouvoir organiser, au terme de ce conflit que j'espère le plus court possible, une manifestation pour la paix, à Bruxelles, avec les musulmans, les chrétiens et tous les humanistes »... « Un appel à manifester que se garde pourtant bien de lancer le communiqué commun du CCOJB et du Forum », regrette Philippe Markiewicz, président de la Communauté israélienne de Bruxelles.

« A partir du moment où l'actualité du Proche-Orient a une répercussion en Belgique, il est naturel que le CCOJB communique, réagit Joël Rubinfeld, coprésident du Parlement juif européen et ancien président du CCOJB. Eviter l'importation des violences n'exclut pas le débat d'idées, en Belgique, tant qu'il reste civil et courtois... Tout le monde commente l'intervention à Gaza, mais les Juifs seraient les seuls à devoir s'abstenir d'en parler ? Ce prétendu devoir d'autocensure est surréaliste ! Moi, je ne comprends pas que le communiqué du CCOJB puisse choquer. Je le trouve même plutôt tiède, puisqu'il présente l'action militaire israélienne comme « compréhensible » alors qu'elle est en fait totalement justifiée ! »

Plus mesuré, Henri Gutman, prési-

dent du Centre communautaire laïc juif (CCLJ), craint que le conflit perdure, dans la Bande de Gaza, et génère un regain d'actes antisémites en Europe et dans les rues de Bruxelles... « Ce qui est regrettable, c'est que ce conflit s'ajoute à une longue liste d'interventions militaires qui se sont révélées complètement inutiles, et qui ont multiplié les victimes civiles, des deux côtés. La seule solution, c'est la paix. Il importe aujourd'hui que les amis d'Israël et des Palestiniens – l'Europe et les Etats-Unis – redoublent d'efforts diplomatiques pour remettre les négociateurs autour de la table. »

Là, le discours s'éloigne du communiqué diffusé, vendredi par le CCOJB et le Forum, qui n'évoquait pas d'appel à la paix... « Certes, admet Henri Gutman. Mais nous avons travaillé dans l'urgence,

ce, vendredi matin, autour d'un texte de compromis avec le Forum, ce qui n'empêche pas d'autres organisations d'insister sur le nécessaire appel à la paix. »

De fait, lundi après-midi, le CCLJ s'associait au communiqué diffusé par l'organisation JCall (European Jewish Call for Reason) : « Même si l'opération israélienne atteint les objectifs militaires qui lui sont assignés, elle ne pourra éviter le prochain round. Nous affirmons pour notre part que la fin de ce cycle infernal de violences, que subissent au premier chef les populations civiles des deux côtés, passe nécessairement par une reprise sérieuse des négociations entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne. » ■ **RICARDO GUTIÉRREZ**

► **P.11 NOS INFORMATIONS**